ALORS QUE LE TERRORISTE ABATTU DIMANCHE EN TUNISIE S'EST AVÉRÉ ÊTRE UN ALGÉRIEN

Mokhtar Belmokhtar et ses «rivaux» du Sahel se disputent la prise d'otages de vendredi dernier au Mali

Les services de sécurité tunisiens n'ont finalement pas tardé à établir l'identité du terroriste tombé dans l'opération menée, dans la nuit de dimanche à lundi, par une unité spéciale de la Garde nationale sur le mont de Sammama, à quelques kilomètres du mont Chaâmbi, tout près des frontières avec l'Algérie, considéré comme le lieu de repli de prédilection des terroristes en Tunisie.

Une kalachnikov, des munitions et deux grenades ont été récupérées lors de cette opération à l'issue de laquelle le terroriste abattu s'est avéré être un Algérien au curriculum vitæ bien fourni en actes terroristes commis plusieurs années durant alors qu'il activait sur le territoire national dans les rangs d'Al-Qaïda au Maghreb, ont rapporté hier des médias tunisiens. Ce n'est évidemment pas le premier terroriste algérien à s'exporter en Tunisie, et probablement pas le dernier de ceux qui tenteront de gagner ce même pays, et ce, en raison du rétrécissement considérable des capacités de mouvement des groupes terroristes agissant encore en Algérie. Ceci, en conséquence de la traque engagée par l'ANP à travers les «poches» abritant encore des rescapés des groupes terroristes sur toute la bande nord du pays, notamment dans la partie est, vers les frontières aussi bien avec la Tunisie que la Libye. Aussi, que des terroristes algériens activent chez nos voisins n'est pas une surprise en soi, cela a surtout permis de raffermir au plus haut point la coopération algéro-tunisienne sur le plan sécuritaire, comme le relevait, et s'en félicitait d'ailleurs, il y a quelques semaines, la diplomatie américaine dans son rapport annuel sur la lutte antiterroriste à travers le monde.

Par ailleurs, la sanglante prise d'otages perpétrée vendredi dernier contre des ressortissants occidentaux établis dans un hôtel à Sévaré, au centre du Mali, a donné lieu, ces dernières quarante-huit heures, à un «cafouillage» dans la revendication de cette attaque qui a fait 13 morts parmi les militaires maliens et les employés d'une mission travaillant pour le compte de l'ONU. En effet, l'attaque a été d'abord revendiquée par El-Mourabitoun, l'organisation terroriste affiliée à Al-Qaïda et dirigée par Mokhtar Belmokhtar, dans un texte transmis à Al-Jazeera. Puis, hier, c'est à travers le canal de l'Agence France Presse (AFP) à Bamako, qu'a été revendiquée cette même attaque par le dénommé Souleymane Kennen, un Malien anciennement proche de Mokhtar Belmokhtar, aujourd'hui allié à l'autre chef djihadiste activant dans la région, l'imam Amadou Kouffa, au nom duquel il promet d'autres attaques contre les «mécréants».

Une double revendication qui illustre dans une certaine mesure l'incertitude ambiante dans le Sahel sur le plan sécuritaire

M. Azedine

SITUATION HUMANITAIRE AU YÉMEN

Le cri d'alarme de l'ONU et du CICR

Le président du CICR et le rapporteur des Nations-Unies sur le droit à la nourriture ont lancé hier un cri d'alarme sur l'aggravation rapide de la situation humanitaire au Yémen, appelant le monde à «ouvrir les yeux sur ce qui se passe».

Peter Maurer, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), s'est dit horrifié par les souffrances dont il a été le témoin au Yémen. Pendant la visite de trois jours qu'il vient d'effectuer dans le pays, il s'est rendu à Sanaâ et Aden et a rencontré de hauts responsables yémenites.

«La situation humanitaire est pour le moins catastrophique. Aucune famille n'est épargnée par ce conflit. La population vit dans des conditions épouvantables et la situation empire de jour en jour. Le monde doit ouvrir les yeux sur ce qui se passe ici», a déclaré Peter Maurer. Même constat sur le niveau de malnutrition pour le rapporteur des Nations-Unies Hilal Elver, en particulier sur le cas de 850 000 enfants souffrant de malnutrition sévère. «La situation concernant les enfants est particulièrement alarmante, des rapports indiquent que 850 000 souffrent de malnutrition sévère, un chiffre dont on attend qu'il atteigne 1,2 million dans les prochaines semaines si le conflit persiste au niveau actuel», déclare dans un communiqué M. Elver.

«Alors que l'escalade du conflit continue, plus de 12,9 millions de personnes survivent maintenant sans un accès adéquat à des aliments de base», souligne le rapporteur des Nations-Unies. Le siège de divers gouvernorats empêche l'approvisionnement, notamment en blé, des populations civiles et les raids aériens de la coalition arabe ont visé des marchés locaux et des camions de vivres, relève le communiqué. «Affamer délibérément les civils dans les conflits internationaux ou internes peut constituer un crime de guerre, et peut aussi constituer un crime contre l'humanité en cas de blocage de la nourriture et l'approvisionnement», met en garde le communiqué. Il s'inquiète également de l'accès à la nourriture et à l'eau pour les prisonniers et rappelle que le Yémen importe 80% de ses besoins alimentaires.

Le rapporteur demande une nouvelle trêve humanitaire, comme celle appliquée à la fin du Ramadhan le mois dernier, afin de permettre d'approvisionner les civils en nourriture et en médicaments.

La guerre au Yémen, pays le plus pauvre de la péninsule Arabique, a fait plus de 4.345 morts, selon les derniers chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le CICR estime à 1,3 million le nombre de déplacés. «On ne peut pas continuer ainsi.

Le Yémen est au bord de l'effondrement. Il faut de toute urgence rétablir la libre circulation des marchandises dans le pays et lever les obstacles aux livraisons de nourriture, d'eau et de médicaments. (...) La priorité doit aussi aller à la recherche d'une solution politique rapide», a affirmé M. Maurer, qui estime que les organisations humanitaires ne parviennent pas à faire plus.

IRAK

Le Parlement approuve le plan de réformes anticorruption

Le Parlement irakien a approuvé hier à l'unanimité le plan de réformes anticorruption que le Premier ministre Haider al-Abadi a élaboré après une vague de protestations contre la corruption et le délabrement des services publics. Le plan «a été unanimement approuvé», a déclaré le président du Parlement Salim al-Joubouri sous les applaudissements après le vote, qui a eu lieu immédiatement après la lecture en début de séance du programme de réformes.

La séance s'est ouverte avec 297 des 328 députés présents, selon M. al-Joubouri, qui avait appelé lundi les parlementaires à avaliser les mesures gouvernementales, tout en demandant au Premier ministre de limoger les membres de son gouvernement faisant preuve de négligence ou de corruption.

Le gouvernement avait approuvé dimanche le plan de réformes présenté le même jour par M. Abadi, visant à modifier le fonctionnement de l'Etat notamment en supprimant des postes importants, en réduisant le train de vie des fonctionnaires et en améliorant les services publics dans un pays par ailleurs miné par des dissensions confessionnelles et des violences.

Des milliers d'Irakiens manifestent régulièrement depuis plusieurs semaines dans Baghdad et le sud du pays pour protester contre la corruption généralisée de la classe politique, la mauvaise gouvernance et le délabrement des services publics, notamment les fréquentes coupures d'électricité qui privent les Irakiens de courant pendant de longues heures chaque jour alors que les températures ont dépassé les 50° Celsius ces derniers temps.

SYRIE

L'armée déjoue une attaque à Deraa, une centaine de terroristes tués

L'armée syrienne a déjoué mardi une attaque armée de grande envergure dans la ville de Deraa (sud), tuant plus de 100 terroristes, a indiqué l'agence de presse officielle SANA.

Les forces armées syriennes ont affronté des rebelles qui avaient lancé une tentative d'infiltration en provenance de plusieurs directions contre la ville de Deraa, abattant et blessant des centaines de rebelles et détruisant leurs armes, a précisé la même source. Il ne s'agit pas de la première tentative d'infiltration dans cette ville. En juin, une coalition composée de 51 groupes rebelles armés avait lancé une offensive majeure en vue de chasser les forces gouvernementales hors de Deraa.

Cette offensive, baptisée «Tempête du Sud», visait à prendre contrôle de la ville et de ses environs, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

Les groupes armés, notamment le Front al-Nosra, branche du réseau terroriste d'Al-Qaïda, convoitent depuis longtemps la ville de Deraa, compte tenu de sa situation géographique.

En effet, cette ville est située à moins de 100 km de la capitale syrienne Damas, et se trouve à proximité des frontières jordaniennes, où ses éléments reçoivent leurs ravitaillements. Le conflit en Syrie a fait en quatre ans plus de 240 000 morts, dont 12 000 enfants, selon l'OSDH, et poussé la moitié de la population à la fuite.

APS

TURQUIE

Trois procureurs opposés à Erdogan fuient le pays

Trois procureurs à l'origine d'une enquête pour corruption visant les proches du Président turc Recep Tayyip Erdogan ont quitté précipitamment la Turquie quelques heures avant qu'un mandat d'arrêt soit lancé contre eux, a rapporté hier l'agence officielle turque Anatolie.

Le bureau du procureur d'Istanbul avait ordonné lundi l'arrestation de Zekeriya Oz, Celal Kara et Mehmet Yuzgec, accusés de «former une organisation criminelle» pour «tenter de renverser le gouvernement par la force». Mais la police a découvert que les deux premiers avaient fui la Turquie pour la Géorgie tôt lundi matin à 10 minutes d'intervalle, a rapporté l'agence.

Elle précise qu'ils avaient appris être visés par un mandat d'arrêt avant qu'il ne soit formellement lancé. Les deux hommes ont ensuite gagné l'Arménie, selon Kemal Girit, le gouverneur de la province d'Artvin, sur la mer noire.

Selon le quotidien *Hurriyet*, Ankara a contacté les autorités géorgiennes pour obtenir leur extradition. La police turque recherchait le troisième procureur, Mehmet Yuzgec, qui était toujours en fuite, précise le journal. Les trois procureurs avaient été supendus de leurs fonctions en mai dernier, accusés d'avoir abusé de leur pouvoir en menant en décembre 2013 une enquête pour corruption, qui a secoué le gouvernement de M. Erdogan, alors Premier ministre, en visant quatre de ses ministres.

Les charges pour corruption ont été abandonnées plus tard en raison d'un «manque de preuves». Depuis son arrivée au pouvoir en 2003, M. Erdogan, élu en août 2014 à la magistrature suprême, a multiplié les plaintes en diffamation ou insulte contre ses adversaires, qu'il s'agisse d'adversaires politiques, de journalistes, de magistrats ou de simples citoyens. Le président Erdogan avait dénoncé cette enquête comme une tentative de «coup judiciaire» fomenté par son ancien allié devenu son pire ennemi, le prédicateur Fethullah Gülen installé aux Etats-Unis et ses partisans infiltrés dans les administrations turques.

Le président islamo-conservateur mène depuis une lutte sans merci contre Gülen et les autorités ont déjà procédé à de vastes purges dans la police comme dans l'appareil judiciaire, arrêtant tous ceux considérés comme proches du prédicateur détesté.

Le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan a échoué à remporter la majorité absolue lors des législatives de juin dernier pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en 2002, plongeant la Turquie dans l'incertitude politique.